

## Revue des revues SIT 22 février 2012

Sans surprise la crise est le thème récurrent des médias en ce début d'année. A noter aussi, sur un dossier prioritaire du SIT, un numéro presque entier de la Vie économique sur l'immigration. La question de la montée des populismes suscite également un certain nombre d'analyses. Le tout interpellant bien évidemment les syndicats.

### 1. La crise, les crises : tout et son contraire

En se prolongeant, la crise devient multiforme : à la crise économique s'ajoutent les crises financière, sociale, étatique, politique. Les analyses et points de vues sur leurs causes, leurs effets et leurs possibles remèdes se complexifient et se multiplient d'autant ... en se contredisant. Difficile d'y voir clair dans ce patchwork, dont voici quelques pièces.

#### ➤ **La crise, on n'y comprend rien**

Ce désarroi face à la complexité des mécanismes à l'œuvre, à la diversité des diagnostics, à la contradiction des solutions proposées ne touche pas seulement le public en général, mais aussi les banquiers, les gouvernants, les experts. Cette opacité est dangereuse. D'une part, elle arrange bien les différents pouvoirs en place, qui en usent pour dire que c'est grave et pour choisir les solutions qui les arrangent (« restez tranquilles, on s'en occupe »). D'autre part, elle sert de terreau aux populismes de tout poil dont les slogans simplistes peuvent se passer d'analyses sérieuses.

**En savoir plus :** *La crise on n'y comprend rien*, Le Monde, 10.12.2011

#### ➤ **Experts, vous avez dit « experts » ?**

On pourrait se dire que, pour y voir plus clair, il y a les « experts », économistes ou autres. Mais, la crise nous a appris à s'en méfier aussi. D'abord, et ce n'est pas un scoop, les **agences de notation**, auxquelles les Etats et les financiers se réfèrent encore, subissent une avalanche de critiques. En ce début d'année, elles sont accusées de précisément créer les dysfonctionnements qu'elles dénoncent (« prophéties auto réalisatrices »), de se tromper régulièrement depuis 150 ans, de n'être que le reflet de l'opinion dominante des marchés, bref de mériter ... une très mauvaise note. Du côté des **économistes**, le bilan est également mitigé. L'historien Karl Polanyi fait une critique sévère de la domination de la société par l'économie, qui prend le parti du marché contre l'Etat. Il existe cependant des économistes de gauche, comme les « économistes atterrés », mais leurs analyses et propositions sont tout de même assez divergentes, allant de la radicalité (Frédéric Lordon) au réformisme dans la critique et de l'utopie au réalisme dans les solutions.

**En savoir plus :** *Désintoxiquons-nous enfin des agences de notation*, Le Monde 17.01.12 ; *Les agences de notation : plus de 150 ans de polémiques*, Le Monde, 17.01.12 ; *Pour une contre-agence de notation, il faut d'autres critères que le marché*, Le Monde 18.01.12 ; *Quelle note méritent les agences de notation ?* Le Monde, 20.01.12 ; *Contre l'économisme*, compte rendu du livre de Karl Polanyi *La subsistance de l'homme* chez Flammarion, Le Monde 06.12.11 ; *Changer l'économie*, livre des Economistes atterrés, édition Les Liens qui libèrent, recensé par Alternatives économiques No 309, janvier 2012 ; *Frédéric Lordon*, un article de SolidaritéS du 27.01.12

➤ **La dette et ses crises**

Un bon exemple de la complexité des problématiques et de la nécessité d'une approche différenciée est donnée par un numéro de la revue Alternatives économiques qui consacre 80 pages à essayer de décortiquer la question de la dette : histoire des dettes et décryptages des crises ; 10 fiches sur cet état des lieux ; des points de vues controversés sur la manière d'en sortir ; des débats sur les enjeux des solutions avancées ; le tout pour proposer d'autres horizons que la rigueur à la mode. Irrésumable mais instructif. D'autres articles de presse (voir ci-dessous) contestent également le point de vue dominant sur la dette des Etats et la « règle d'or » qu'on voudrait leur imposer.

**En savoir plus :** *La dette et ses crises*, Hors-Série No 91, 1<sup>er</sup> trimestre 2012 ; *Dettes : les Etats face aux marchés*, Alternatives économiques No 309, janvier 2011 ; un article du journal français La Tribune du 01.10.10, disponible sur le site internet [www.latribune.fr](http://www.latribune.fr) intitulé *Pourquoi le déficit à 3% du PIB est une invention 100% française* ; *Pourquoi faut-il que les Etats paient 600 fois plus que les banques ?*, point de vue de Michel Rocard et Pierre Larroutourou paru dans Le Monde du 03.01.12 ; *La règle d'or, cette blague de potache*, Le Monde 10.01.12

➤ **La crise et l'Etat : le social en danger**

Quelles que soient les incertitudes liées à la crise, bon nombre d'analystes s'entendent pour mettre en garde contre le danger de « dislocation sociale » que font courir les politiques de rigueur en s'en prenant aux assurances sociales, aux dépenses de santé et d'éducation, aux retraites, aux services publics, au financement des associations, etc. au lieu de réfléchir à un plus juste système de redistribution (fiscalité) et à une optimisation du fonctionnement de l'Etat, en accord avec les syndicats (comme cela s'est fait en Suède), puisque la mondialisation et la crise exigent non pas une réduction mais une croissance des biens publics. Cette mise à mal du modèle social est à l'œuvre en Europe ... et aussi en Suisse, où la droite et le patronat (via Economiesuisse entre autres) s'en prennent explicitement aux assurances sociales (AI, AVS) et aux activités de l'Etat (voir le projet de constitution genevoise) au nom du frein à l'endettement.

**En savoir plus :** *Gare à la dislocation sociale !*, tribune de Martin Hirsch dans Le Monde du 13.12.11 ; *La crise met à mal le modèle social européen*, Le Monde 20.12.11 ; *Besoin d'Etat*, Le Monde 31.01.12 ; *Un corset pour les assurances sociales*, débat entre Gentinetta et Rossini dans Le Temps du 10.12.12

➤ **Les effets sur la santé au travail**

Autre effet de la crise dont on parle beaucoup depuis quelque temps (voir Revues des revues précédentes) : les atteintes à la santé au travail. Une importante étude de l'OCDE publiée le 14 décembre dernier insiste sur les troubles mentaux qui résultent de la tension croissante au travail et de sa précarisation : stress, dépressions, invalidités, toxicomanies et, plus largement insécurité de l'emploi, qui est passée de 14% en 2005 en 2005 à 17% en 2010 pour tous les salarié-e-s et même de 21 à 40% chez les travailleurs temporaires. De son côté, le magazine de l'Institut syndical européen (Hesamag) aborde dans un dossier spécial la question des liens entre restructuration et santé des travailleuses et travailleurs.

**En savoir plus :** *Les troubles mentaux augmentent chez les salariés*, le Monde 18-19.12.11, recension de l'étude de l'OCDE *Mal être au travail ? Mythes et réalités sur la santé mentale au travail* ; *La santé des salarié-e-s en crise*, entretien avec un des auteurs du rapport européen HIREs, paru dans Solidarités no 203, 10.02.12

➤ **Les perspectives**

La crise va-t-elle durer ? Oui, selon les prévisionnistes, que ce soit au niveau mondial, selon le rapport annuel de l'OIT sur l'emploi paru à Genève en janvier ou au niveau suisse selon le seco (ralentissement conjoncturel et augmentation du chômage), particulièrement dans les banques selon le professeur bâlois Urs Müller (disparition de 10'000 places de travail).

**En savoir plus :** *Emploi : l'économie mondiale à la peine*, Le Monde 25.01.12 ; *Conjoncture suisse affaiblie*, communiqué de presse du seco, 13.12.11 ; *D'ici à la fin 2013, 10'000 places de travail risquent de disparaître dans le secteur financier en Suisse* ; Le Temps 14.01.12

➤ **Chacun son remède**

Pour sortir de la crise, les propositions ne courent pas les pages de la presse. Concernant la dette, certains défendent l'idée que l'inflation est une bonne solution : cela permet de rembourser à moins cher la dette et ... de baisser les salaires en douceur (si, si : c'est un prix Nobel qui le dit !). D'autres sont pour une « définanciarisation de l'économie » en mettant sous tutelle les marchés financiers, en constituant des pouvoirs d'évaluation hors marché (avec les syndicats notamment), en renforçant le rôle des banques centrales (notamment pour le rachat des dettes publiques). Plusieurs se prononcent pour un changement de société plus radical qui passe au premier chef par une réforme en profondeur de la fiscalité (réellement redistributive) et aussi par des politiques keynésiennes d'investissement socialisé, l'accroissement des dépenses publiques, la planification de l'économie. Sur un autre registre, les avantages et le développement des systèmes de coopératives et d'économie sociale et solidaire sont mis en valeur

**En savoir plus :** *L'inflation n'est pas le problème, c'est la solution*, interview du prix Nobel d'économie Paul Krugman, Le Monde, 31.01.12 ; *Il faut définanciariser l'économie*, André Orléan, Le Monde 06.12.11 ; *Contre le discours dominant sur la dette publique, l'insurrection démocratique*, manifeste collectif, Le Monde, 14.01.12 ; *Changement de société*, recension du livre déjà cité des Economistes atterrés, avec plus de développements sur les *propositions pour 2012*, Le Monde 18.01.12 ; *Comment redistribuer 25 milliards par an au profit de la population*, exposé de Hans Baumann à l'université d'automne d'ATTAC, sur le site [www.suisse.attac.org](http://www.suisse.attac.org) , 24.01.12 ; *Rue de la SCOP*, expérience d'une entreprise de commerce équitable, Le Monde 19.01.12 ; *Répondre aux besoins locaux avec une forte dimension sociale*, expérience d'une Société coopérative d'intérêt collectif (SCIC), Le Monde, 07.02.12

## 2. Migrations

➤ **La politique migratoire de la Suisse**

Le numéro de décembre de La Vie économique consacre son « thème du mois » (42 pages) à « L'immigration et ses défis ». Comme cette publication est l'organe du seco, donc le reflet de la vision officielle de la politique migratoire de la Suisse, il vaut la peine de s'y attarder. Parmi les éléments intéressants, on peut relever la mise en perspective de la migration en Suisse par rapport à ses dimensions mondiales, une étude sur la modification des flux récents de population migrante (plus de qualifiés, d'européens, d'hommes), la défense d'une politique de contingentement, l'intérêt pour la Suisse de faire venir du personnel hautement qualifié (ingénieurs, informaticiens, médecins), la volonté de former les gens déjà là (rattrapage), une vision (complaisante) des conditions d'intégration au marché du travail, l'existence de disparités cantonales

importantes, les points de vue contrastés de l'Union patronale suisse et de Travail.Suisse sur ces questions, une approche assez équilibrée des deux faces de l'intégration (individuelle et institutionnelle), la remise en cause de l'ouverture de la Suisse par un représentant de l'ASIN, etc. Bref, un caléidoscope d'approches parfois instructives, parfois orientées, parfois déplaisantes et toujours focalisées sur la seule dimension économique, mais dont il vaut la peine de prendre connaissance pour mieux voir ce qu'il faut combattre, ce qu'il faut soutenir et ce qu'il faut (mieux) comprendre.

**En savoir plus :** *L'immigration et ses défis*, La Vie économique 12-2011, pages 3 à 45, avec 15 approches différentes

➤ **La question démographique**

Très vite lu, mais à prendre en considération aussi, la place de la dimension démographique dans l'intérêt que les pays développés et vieillissants d'Europe portent à une « migration de peuplement », avec une carte qui, pour une fois, comprend la Suisse.

**En savoir plus :** *L'Europe qui se peuple et celle qui se dépeuple*, Alternatives économiques No 309, janvier 2012

➤ **Les sans papiers**

Au bout de la chaîne de la précarité, quelques notations sur la situation des sans papiers : difficultés d'accès aux soins, vie « transparente » et expulsions.

**En savoir plus :** *Le combat pour l'accès des sans-papiers à la santé*, un dossier de deux pages du Courrier des 7 et 8 janvier 2012 ; *Une vie de sans-papiers*, recension dans Le Monde du 25.01.12 du livre écrit par un immigré ivoirien en situation irrégulière en France sous le titre *Moi, Mohamed, esclave moderne* aux éditions Plon ; *Vol spécial : un constat accablant*, compte rendu du film de Fernand Melgar paru dans le bulletin de la Centrale sanitaire Suisse romande de décembre 2011.

### 3. Les populismes : pas si simple

La montée des populismes partout en Europe, ainsi qu'aux Etats-Unis, suscite de plus en plus d'interrogations. De quoi ce phénomène est-il le signe ? Pourquoi les syndicats et les partis de gauche perdent-ils le contact avec une partie croissante de « la classe travailleuse » ? Comment répondre aux préoccupations que cette dérive manifeste ? La réponse (les réponses) n'est pas si simple qu'on veut bien le dire. D'une part, la déception vis-à-vis de la gauche provient à la fois des plus défavorisés qui souffrent le plus de la mondialisation et de la précarisation du travail (délocalisations, mise en concurrence des salarié-e-s entre eux, insécurité économique et sociale), mais aussi des classes moyennes qui se voient « déclassées » (austérité, remise en cause des acquis, absence de perspectives durables). D'où la tentation du protectionnisme, du repli nationaliste, de la peur de l'étranger, mais aussi d'une forme de conservatisme (que rien ne bouge !), ce qui peut conduire aussi bien à un populisme de droite que de gauche. Et à une méfiance généralisée pour les « institutions », qui peuvent être aussi bien les pouvoirs en place (qui nous ont trahis) que la gauche (tous des bobos) et les syndicats (qui nous ont laissée tomber ou sont inefficaces). Deux conclusions : il n'y a pas un populisme mais des populismes ; le populisme n'est pas seulement un danger à stigmatiser, mais aussi un signal à entendre. Ce qui, syndicalement, implique d'essayer de comprendre le message de celles et ceux qui sont tentés par le populisme et de trouver les moyens de répondre à leurs peurs ou à leur désarroi.

**En savoir plus :** *L'alerte populiste : un défi démocratique*, article du Monde du 10.02.12, qui s'appuie sur trois livres récemment parus : *Le sens du peuple (la gauche, la démocratie, le populisme)* de Laurent Bouvet chez Gallimard, *Les ennemis intimes de la démocratie* de Tzvetan Todorov chez Laffont, *Le nouveau national-populisme* de Pierre-André Taguieff, CNRS éditions ; *Le populisme, dérive de la démocratie ?* deux pages de débat avec quatre contributions de chercheurs, Le Monde 10.02.12 ; *Non, le populisme n'est pas une idée populaire !*, recension du dernier numéro (776-777) de la revue Critique, *Populismes*, aux éditions de Minuit ; *Le lent glissement à droite des ouvriers européens*, Le Monde 12-13.02.12 ; *La lutte des classes moyennes*, Le Monde 10.01.12

#### 4. Que font les syndicats ?

Comme d'habitude, cette revue de presse ne reprend pas les articles concernant directement les actions du SIT, dont vous avez déjà connaissance, mais des thèmes plus généraux.

➤ **Aussi la crise ?**

Deux articles sur les difficultés que rencontrent aujourd'hui les syndicats : celui d'un chercheur qui s'inquiète du déclin des syndicats (dû à leur impuissance face à la crise) et celui de François Chérèque qui dénonce, lui, le vent d'antisindicalisme qui entrave leur action. Ce climat défavorable n'empêche cependant pas les syndicats de se saisir de l'actualité pour faire entendre leur voix : contre la rigueur en Italie, contre les inégalités en France.

**En savoir plus :** *Des syndicats impuissants, un déclin préoccupant*, Le Monde, 10.01.12 ; *Il y a une forme de poujadisme vis-à-vis du syndicalisme* ; Le Monde 13.12.11 ; *Les syndicats italiens contre la rigueur*, Le Monde 21.01.12 ; *Inégalités, dialogue social, la CFDT énonce ses priorités aux candidats*, Le Monde 25.01.12

➤ **CCT entre commémoration et contestation**

A l'occasion de leur centenaire, la Tribune de Genève consacre une page aux CCT ... en mettant bêtement l'accent sur la paix du travail, mais en donnant la parole à l'historien Bernard Degen et à Jean-Christophe Schwaab (et à Blaise Matthey). Au même moment, Le Temps relève les situations de sous-enchère salariale et de vide conventionnel créées dans les cantons de Vaud et du Valais par le non-renouvellement de la CCT du gros-œuvre.

**En savoir plus :** *Les CCT ont cent ans*, Tribune de Genève, 13.01.12 ; *Employés sous-payés neuf fois sur dix et En Valais, l'Etat fixe un salaire minimum pour les ouvriers*, Le Temps 25.01.12

➤ **Droits syndicaux et sociaux : actualité**

L'USS rend attentifs ses membres à deux décisions des pouvoirs publics concernant l'activité syndicale. L'une positive, de l'Office fédéral des transports, qui confirme que les gares sont des espaces publics où l'on peut récolter des signatures et distribuer des tracts ; l'autre négative, du Conseil d'Etat tessinois, qui interdit aux syndicats du personnel de l'Etat d'accéder aux bâtiments du canton, décision anticonstitutionnelle, mais qui pourrait donner de idées à d'autres. Par ailleurs, L'USS met en garde contre un arrêt de la Cour de justice européenne qui flexibilise une nouvelle fois le droit du travail en assouplit les conditions dans lesquelles les CDD à la chaîne doivent être considérés comme abusifs : une grande boîte (publique ou privée) qui doit assurer beaucoup de remplacements peut cumuler les CDD pour une même personne (13 dans

le cas jugé) sans devoir les transformer en CDI ; l'USS craint que cette décision puisse influencer celles du Tribunal fédéral.

**En savoir plus :** Les gares sont des lieux publics où les droits politiques s'exercent, USS-infos 16-2011 ; Le gouvernement tessinois refuse l'accès des syndicats aux établissements du canton ; USS-infos 16-2011 ; Les droits des salariés à nouveau restreints, USS-infos 3-2012

➤ **Paradoxe français : les syndicats pour le nucléaire**

Les fédérations syndicales CGT (qui soutient à fond la filière) et CFDT (qui la défend en demandant juste des améliorations des conditions de travail) se félicitent de la décision du gouvernement de poursuivre le programme nucléaire national et de ne fermer aucune centrale ...

**En savoir plus :** Les fédérations syndicales de l'énergie soulagées qu'aucune fermeture de centrale nucléaire n'ait été demandée, Le Monde 15.01.12

➤ **Indignés : alliés ou concurrents des syndicats?**

Pour poursuivre le débat entamé lors de la dernière revue des revues sur la nature, les objectifs et l'intérêt du mouvement des indignés, on trouvera pas mal d'éléments (mais peu d'analyses critiques) dans le gros dossier que lui a consacré Le Courrier en début d'année, en passant par Genève, La Chaux-de-Fonds, Tel-Aviv, Londres et New-York.

**En savoir plus :** Bonne année à tous les indignés, Le Courrier 30 décembre 2011 au 2 janvier 2012

## 5. Et encore ...

➤ **Boom des multinationales en Suisse et danger pour les rentrées fiscales à Genève**

La Suisse en général et Genève en particulier attirent de plus en plus de multinationales qui y élisent domicile pour des raisons fiscales. Rien qu'à Genève, on en comptait 754 en 2008 et ce nombre a augmenté depuis (négoce des matières premières). Certaines s'y installent véritablement (comme Procter & Gamble qui emploie 2890 personnes à Genève), mais la plupart ne sont que des boîtes aux lettres pour pouvoir bénéficier du statut fiscal de « société auxiliaire » (qui réalise moins de 80% de son chiffre d'affaire en Suisse), ce qui divise par deux le taux d'imposition : à Genève, 12,5% pour une société auxiliaire contre 24,1% pour une entreprise « ordinaire ». Cette « inégalité de traitement » énerve beaucoup l'Union européenne, raison pour laquelle M. Hiler a l'intention d'aligner la fiscalité de toutes les entreprises vers le bas (entre 13 et 15%), ce qui entraînerait **une baisse des rentrées fiscales de 400 à 800 millions d'euros par an pour le canton**. Autre particularité helvétique : alors que la grande majorité des directions des grandes entreprises restent en mains de des nationaux dans les autres pays développés, en Suisse plus du tiers des administrateurs de grands groupes sont étrangers, toujours pour des raisons fiscales.

**En savoir plus :** La Suisse, paradis des multinationales, Alternatives économique No 309, janvier 2012 ; Le pouvoir économique, Actes de la recherche en sciences sociales, Seuil, 142 pages, recension dans Le Monde 29-30.01.12 ; voir aussi Genève, ville mondiale. Mythe ou réalité ? sur le site [www.ccig.ch/Informer/Publications](http://www.ccig.ch/Informer/Publications)

➤ **La croissance des inégalités**

Ce n'est pas une surprise pour nous, mais une récente étude de l'OCDE le chiffre : les inégalités de revenus se creusent de plus en plus, parce que les écarts de salaires augmentent d'une part et que la fiscalité ne corrige rien (au contraire) d'autre part.

Autre persistance des inégalités, celle concernant le travail domestique et familial : le nombre d'heures non rémunérées est colossal et assumé essentiellement par les femmes, en Suisse comme ailleurs.

**En savoir plus :** *Toujours plus d'inégalité. Pourquoi les écarts de revenu se creusent*, OCDE, décembre 2011, étude résumée dans *Alternative économiques* No 309, janvier 2012 sous le titre *Les inégalités en hausse dans l'OCDE* ; article du journal *Solidarités* No 200 du 15.12.11 : *Travail domestique et familial : Les inégalités persistent*

➤ **Bonjour la concurrence !**

Dans le cadre de « l'école syndicale » d'Unia, un « ciné-club syndical » aura lieu un samedi par mois de janvier à juin au cinéma Bio. Voir l'article du *Courrier* du 21.01.12 *Un ciné-club syndical pour causer métro, boulot, bobo*

JMD / 22.02 2012